

# Jalon 11

Guidée par des indicateurs complémentaires au PIB, l'action publique doit s'inscrire dans le **respect des limites planétaires et des seuils sociaux**

## Pourquoi ce jalon ?

- Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'utilisation du PIB (produit intérieur brut) est hégémonique pour mesurer le développement des pays. Cet indicateur quantifie monétairement la valeur totale de la « production de richesse » annuelle effectuée par les agents économiques résidant à l'intérieur d'un territoire (ménages, entreprises, administrations publiques), sous forme de biens et de services marchands ou non marchands. Or, le PIB est un indicateur inadapté pour mener le Québec vers des modes d'habiter sobres et résilients, car :
  - il a pour mission de mesurer le succès en termes de croissance économique, un indicateur généralement incompatible avec la sobriété, car basé sur une augmentation continue de la consommation matérielle ;
  - il masque les inégalités et les dommages écologiques, sociaux et sanitaires : certaines catastrophes ou dégradations viennent même artificiellement le faire croître, si elles apportent de la contribution monétaire ;
  - il encourage les investissements publics visant la croissance économique et non les investissements publics visant la résilience sociale (ex. en santé, en éducation, dans les transports collectifs, etc.).
- L'utilisation concrète d'indicateurs complémentaires au PIB semble nécessaire pour réorienter drastiquement le Québec vers la vision 2042. Ces nouveaux indicateurs de prospérité pourraient permettre de mieux appréhender les crises actuelles dans leurs dimensions sociales, économiques et environnementales ; de redonner du sens à l'action politique en légitimant de nouveaux discours ; d'élargir le spectre des « richesses » en questionnant collectivement ce à quoi on accorde de la valeur, et ainsi de construire un récit novateur. Ils sont pertinents pour guider l'action à l'échelle provinciale, mais aussi locale.

## Niveau d'avancement



## Qui doit être mobilisé ?



**Gouvernements provincial et fédéral :** notamment le ministère de l'Économie et de l'Innovation, instituts de statistiques



**Gouvernements locaux et supralocaux**



**Société civile :** notamment les organismes de défense des droits et d'action communautaire, les groupes environnementaux et les syndicats



**Entreprises et organisations publiques :** notamment les représentants du développement économique (ex. : chambres de commerce)

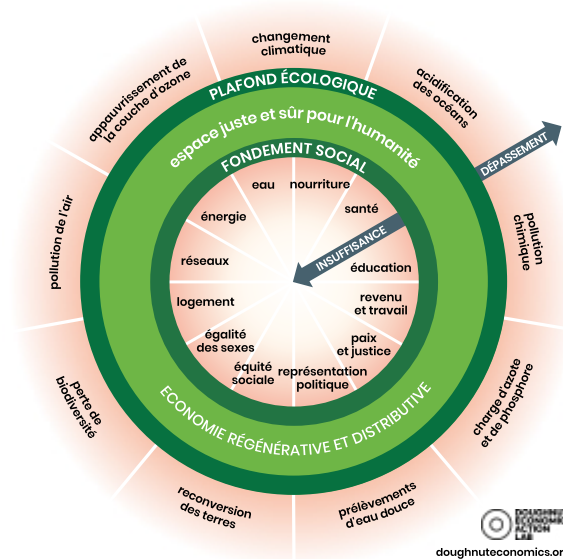


**Institutions d'éducation et de recherche :** notamment les économistes

## Comment pourrait-on s'y rendre?

### ➤ Documenter et mieux consolider les indicateurs alternatifs existants applicables à l'échelle d'un pays ou d'une grande région, par exemple :

- **Les indicateurs du bien-être au Québec élaborés par le groupe G15+<sup>1</sup>** : tableau de bord de 51 indicateurs économiques, sociaux et environnementaux, coconstruit par une diversité d'actrices et d'acteurs, pour mesurer le bien-être de la population québécoise, et présenté au Sénat en mars 2022.
- Des **indicateurs de résilience territoriale** : analyse et évaluation par Ouranos (2021) des outils réglementaires de la MRC de Memphrémagog en fonction de l'adaptation au dérèglement climatique, via sept indicateurs de résilience. Mais aussi quelques exemples en France comme la boussole de la résilience du CEREMA ou les indicateurs de bien-être soutenable territorialisé (IBEST) du Centre de recherche en économie de Grenoble.
- **Le modèle du beigne<sup>2,3</sup>** : tableau de bord d'indicateurs qui vise à répondre aux besoins fondamentaux (le plancher social) tout en prenant compte les limites planétaires (le plafond environnemental). Plusieurs gouvernements locaux ont récemment introduit ce modèle à leurs politiques (ex. Amsterdam, la région de Bruxelles-Capitale et Nanaimo sur l'île de Vancouver).



Crédit : Kate Raworth and Christian Guthier. CC-BY-SA 4.0

- **Indicatif du Vivre Mieux (OCDE)<sup>4</sup>** : tableau de bord avec 11 indicateurs : logement, emploi, éducation, engagement civique, satisfaction, équilibre travail-vie, revenu, liens sociaux, environnement, santé et sécurité. Cet indicateur porte sur 38 pays.
- **L'indicateur du Bonheur national brut (BNB)** : intégré dans la Constitution du Bhoutan en 2008, il couvre neuf domaines : bien-être psychologique, santé, utilisation du temps, éducation, niveau de vie, diversité écologique et résilience, diversité culturelle et résilience, bonne gouvernance, vitalité de la communauté. Cet indicateur, spécifique au pays, peut servir en partie d'inspiration. Notons que l'Abitibi-Témiscamingue travaille un indice de bonheur régional brut en lien avec Happy Planet.
- **L'Indicateur de développement humain (PNUD)**, qui mesure la santé, l'éducation et le niveau de vie.

- **Privilégier l'approche de tableaux de bord** : les indices composites entraînent des problèmes d'agrégations et de pondération des données, en raison de la nécessité de combiner en une seule information des variables hétérogènes telles que le revenu (exprimé en unités monétaires) et la santé (exprimée en années d'espérance de vie). On perd en qualité d'informations et de suivi. En revanche, un tableau de bord d'indicateurs permet d'adopter une approche multidimensionnelle et de conserver le maximum d'informations possibles pour l'action. Le défi ici se trouve dans la sélection et le nombre d'indicateurs choisis.
- En se basant sur des exemples d'indicateurs alternatifs existants cités précédemment, **organiser des consultations multipartites et des débats publics** impliquant notamment des spécialistes (universités, centres de recherches, instituts de statistiques), la société civile et des instances de développement économique pour sélectionner les nouveaux indicateurs.
- **Adopter une loi portant sur la création de nouveaux indicateurs** pour mesurer le bien-être social et l'intégrité écologique, et se doter d'une politique de transparence pour faciliter l'accessibilité des données existantes.
- **Décliner ces indicateurs à toutes les échelles territoriales** (ex. dans les plans de développement économique et territorial des MRC, stratégies de développement économique municipales) et **arrimer les méthodologies à toutes les échelles territoriales pertinentes** (ex. municipale, provinciale et fédérale) pour assurer une cohérence de l'action publique.
- **Déployer un réseau d'observatoires régionaux des territoires**, comme celui qui existe en Outaouais, qui collecterait les données de chaque territoire. Ces données seraient ensuite agrégées à l'échelle provinciale.

### Qu'est-ce qui peut faciliter ce changement ?

---

- L'intérêt vis-à-vis des nouveaux indicateurs de prospérité s'accroît dans la foulée des différentes crises économiques et de la pandémie de COVID-19<sup>5</sup>. C'est une fenêtre d'opportunité politique dont la société civile engagée et les gestionnaires pourraient se saisir. Par exemple, en 2019, la Nouvelle-Zélande a adopté son premier Wellbeing Budget (budget bien-être). Pour le mettre en œuvre, le gouvernement a suivi l'approche des *living standards*, qui inclut des perspectives sur le bien-être offertes par le Te Puni Kōkiri (ministère du Développement māori).
- Trois prérequis apparaissent fondamentaux pour que les indicateurs alternatifs au PIB deviennent véritablement structurants sur les politiques publiques :
  - 1) Le processus de choix des indicateurs doit être transparent et faire l'objet d'un débat public large.
  - 2) Le nombre d'indicateurs doit être limité : les 231 indicateurs adoptés par l'ONU pour évaluer les ODD sont utiles pour fournir des données, mais bien trop nombreux pour contrebalancer l'impact du PIB en termes de récit.
  - 3) Les indicateurs doivent être réellement utilisés pour orienter les politiques économiques et la mobilisation des fonds publics.
- Lier l'identification de ces indicateurs avec un diagnostic territorial adapté (jalon 7) et un dialogue ouvert et inclusif (jalon 6) pourrait faciliter l'identification des plus pertinents.

## Qu'est-ce qui peut freiner sa mise en œuvre?

---

- Plusieurs données manquent encore pour mesurer un grand nombre de signes vitaux du Québec de manière fiable, robuste et fréquente. Plusieurs indicateurs sont inexistants, particulièrement en matière sociale et environnementale (ex. sur l'artificialisation des sols, l'indice d'évolution des écosystèmes et des espèces, etc.).
- L'addition d'une diversité d'indicateurs peut compliquer la mesure et son application concrète.
- La grande hétérogénéité des propositions des cadres alternatifs d'analyse fait écho à la pluralité des définitions du développement durable ou de la transition écologique.
- Le modèle de croissance économique demeure dominant, au Québec comme ailleurs. Dans une économie mondialisée, certains pourraient craindre que le Québec fasse cavalier seul en utilisant des indicateurs différents.
- L'une des priorités du gouvernement Legault est d'accroître le PIB du Québec<sup>6</sup>.

## Qu'est-ce qu'il reste à éclaircir?

---

- Si on s'intéresse aux écosystèmes pour élaborer des indicateurs, il faut rappeler que les limites des écosystèmes ne correspondent pas nécessairement aux frontières nationales. Comment développer rapidement des cadres de mesure et des indicateurs solides d'un point de vue scientifique et appropriables pour les acteurs de changement?

## Ressources

---

1. [Indicateurs du G15+](#)
2. Kate Raworth (2017) Doughnut Economics : Seven Ways to Think Like a 21st-Century Economist
3. [Doughnut Economics Action Lab](#)
4. [Indicatif du Vivre Mieux](#) de l'OCDE
5. [Les budgets bien-être](#)
6. Radio Canada (25 novembre 2021) : [Québec se donne 15 ans pour combler l'écart de richesse avec l'Ontario](#)